

DEPARTEMENT DE LA MANCHE

Commune du Mesnil-Rouxelin



Plan Local d'Urbanisme

6.1 Annexes (pièces écrites)

PLANIS
Aménagement • Environnement • Urbanisme

210 Rue Alexis de Tocqueville
50 000 SAINT LO
Tel 02 33 75 63 52
Fax 02 33 75 62 47
Email contact@planis.fr

APPROBATION

REVISION DU P.O.S. et
TRANSFORMATION EN P.L.U.

Vu pour être annexé à la délibération
municipale en date du :

SOMMAIRE

6.1.1 ANNEXES SANITAIRES

- 1 – Alimentation en eau potable
- 2 – Assainissement des eaux usées
- 3 – Réseau d'eaux pluviales
- 4 – Ordures ménagères

6.1.2 SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES

- 1 – Servitudes relatives aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement : **A5**
- 2 – Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz : **I3**
- 3 – Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques : **I4**
- 4 – Servitudes relatives aux transmissions radio électriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques : **PT1**
- 5 – Servitudes relatives aux transmissions radio électriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat : **PT2**
- 6 – Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne, Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières : **T7**

6.1.1 ANNEXES SANITAIRES

1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

1.1. Les installations existantes

1.1.1. Généralités

La loi sur l'Eau a pour objectif principal la préservation de la qualité et des ressources en eau. Son article 1^{er} stipule que « *l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général* ».

Selon l'article L.1321-2 du code de la santé publique, « *Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation* ».

En matière de gestion régionale et locale, la loi incite à l'institution de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) et de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (de S.A.G.E.).

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est une déclinaison locale des enjeux du SDAGE et définit les actions nécessaires à son respect. Le territoire de la commune du Mesnil-Rouxelin est concerné par le SAGE de la Vire, dont le diagnostic a été approuvé en mars 2012.

1.1.2. Desserte en eau

L'AEP est gérée par la Communauté d'Agglomération de Saint-Lô Agglomération.

Dans le cadre d'une délégation du service public, la gestion de ce service a été confiée à Véolia Eau.

L'alimentation en eau potable provient de trois ressources :

- eaux de surface du barrage de Sémilly qui assurent 40 à 60% de la production annuelle,
- les eaux de surface de la rivière du Fumichon qui assurent 20% de la demande annuelle,
- les eaux superficielles de la Vire qui complètent la production, notamment en période sèche.

Ces eaux sont traitées à l'usine du Fumichon.

Outre ses propres moyens de production, le service fait appel à des ressources extérieures. Il achète environ 110.000 m³ d'eau au SYMPEC.

Les données produites par Saint-Lô Agglomération font état d'une eau de bonne qualité.

Le réseau de l'agglomération saint-loise est constitué de 402 km de canalisations et de 11157 branchements dont 384 en plomb. Il possède également un ensemble de réservoirs d'une capacité de stockage de 9585 m³.

La commune du Mesnil-Rouxelin est alimentée par le réseau « nord » de l'agglomération, avec fourniture d'eau du SYMPEC. Le réservoir enterré situé sur la RD 191 constitue à la fois le point d'achat d'eau au SYMPEC et la surpression pour l'alimentation de ce réseau « Nord ».

1.1.3. Volumes consommés

Les données relatives au nombre d'abonnés et aux volumes consommés sont calculées à l'échelle de la Communauté d'Agglomération :

- Capacité de production : 12000 m³/j
- Volume d'eau distribué : 4707 m³/j
- Capacité de stockage : 9585 m³/j

Sur l'ensemble de la CASA, la consommation annuelle est de 1 380 343 m³ pour 14 956 abonnés.

En 2009, pour la commune du Mesnil-Rouxelin, il y avait 215 abonnés et 19 878 m³ vendus.

1.1.4. Le réseau d'alimentation en eau potable

Le document cartographique figurant le réseau d'alimentation en eau potable (voir annexe graphique) a été fourni par la Communauté d'Agglomération de Saint-Lô Agglomération.

1.2. Les travaux à prévoir

1.2.1. Les besoins en eau de la commune

L'objectif de la commune est d'atteindre, à l'horizon 10 ans, une population de 20 700 habitants. La Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglomération estime n'avoir aucune difficulté à répondre aux besoins futurs de la commune du Mesnil-Rouxelin, compte tenu de la marge actuelle et de la baisse constatée de la consommation unitaire par habitant.

Une estimation de l'augmentation à venir de la population peut être faite à partir des perspectives de développement démographique et économique inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable :

Nombre d'habitants en 2009.....494

Population supplémentaire estimée dans le PADD.....75

Un développement économique est envisagé sur la commune.

Population estimée à terme.....570

Consommation journalière par habitant en 2010.....142 litres/jour

Consommation annuelle projetée.....29 543 m³

L'accroissement prévu de la demande en eau potable peut être assuré par les équipements existants.

La prise en compte du projet de développement communal permet d'aboutir à une estimation des besoins supplémentaires d'approvisionnement en eau potable de 3940 m³ par an par rapport à aujourd'hui pour les habitants du Mesnil-Rouxelin.

L'accroissement prévu de la demande en eau potable peut être assuré par les équipements existants et par des importations supplémentaires. Des extensions de réseaux seront notamment réalisées pour les futurs secteurs à urbaniser (le réseau AEP passe en limite de chaque secteur pouvant recevoir de nouvelles constructions).

1.2.2. Les améliorations prévues du réseau d'alimentation en eau potable

Des travaux de renouvellement de réseaux sont réalisés tous les ans pour l'amélioration continue de l'infrastructure (entre 0,5 % et 1 % de renouvellement annuel).

L'usine de traitement de Fumichon doit faire l'objet d'une reconstruction complète à échéance 2015. Cet outil moderne produira une eau de qualité supérieure aux exigences réglementaires actuelles.

1.3. Périmètres de protection

Aucun point d'eau servant à l'alimentation en eau potable, ni périmètre de protection de point d'eau n'a été recensé sur la commune.

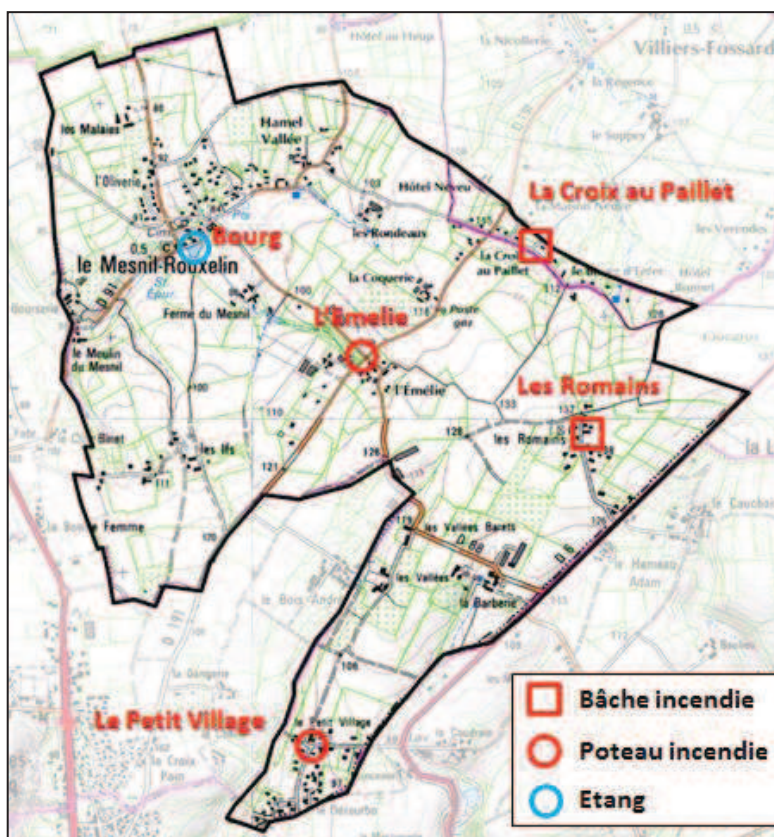
1.4. Défense contre l'incendie

Toutes les communes doivent une protection contre le feu à l'ensemble de leurs habitants. Selon la circulaire n°456 du 10 décembre 1951 : « Les points de fourniture en eau doivent se trouver en principe à une distance de 200 à 300 m, les uns des autres, et être répartis en fonction des risques à défendre après une étude détaillée de ces derniers ».

Sur Le Mesnil-Rouxelin, la sécurité incendie est assurée par le plan d'eau situé en sortie de bourg le long de la RD91. Le Petit Village et l'Emelie disposent d'une borne incendie. D'autres bornes existent, mais elles ne sont pas alimentées directement par le réseau d'eau (réserves qui se remplissent à partir du réseau). Il s'agit de bâches situées à La Croix au Paillet et aux Romains. Dans le cadre des projets d'urbanisation, de nouvelles bornes seront mises en place.

Il existe différentes dispositions concernant la réglementation sur la défense incendie, et notamment les canalisations et les débits nécessaires, et la largeur des voies de desserte.

Localisation des points de défense incendie sur Le Mesnil-Rouxelin (source cartographique : IGN)



2. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

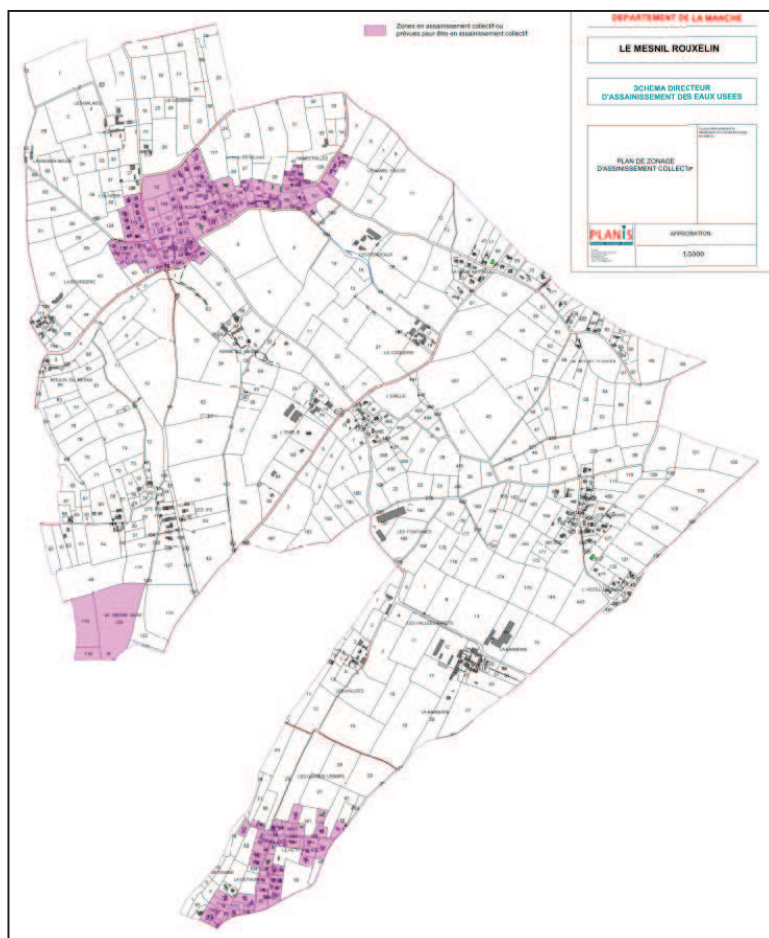
2.1. Modes d'assainissement

Conformément à l'article L.123-1 complété par la loi sur l'Eau, la commune délimite après enquête publique les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées ; et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, son entretien.

Bien que disposant d'un réseau d'assainissement collectif, la commune ne disposait pas de Schéma Directeur d'Assainissement. Celui-ci a été élaboré et mis en enquête publique en même temps que le PLU.

Le bourg et Le Petit Village sont en assainissement collectif. Le reste de la commune est en assainissement non collectif géré par le SPANC.

L'assainissement collectif et non collectif est de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Saint-Lô Agglomération.



2.2. Données sur l'assainissement collectif

2.2.1. Situation actuelle

Le bourg et Le Petit Village sont en assainissement collectif.

Une station d'épuration d'une capacité de 180 EH traite actuellement le bourg mais est en « surcapacité ».

Il a été décidé de raccorder le bourg par refoulement au réseau de Saint-Lô dès l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur dans le bourg.

Les eaux usées collectées seront traitées à la nouvelle station d'épuration intercommunale, située sur la Promenade des Ports à Saint-Lô. Celle-ci traite les eaux usées des communes de Saint-Lô, la Barre-de-Semilly, Baudre, Agneaux, Saint-Georges-Montcocq et une partie du Mesnil-Rouxelin (secteur du Petit Village / La Détourbe). Cette station a une capacité de traitement de 40.000 équivalents habitants. Le nombre de raccordés est estimé par le SATESE à 30 000 équivalents habitants, ce qui représente une capacité résiduelle sur l'agglomération de 10 000 équivalents habitants. La charge organique moyenne constatée sur le 5 dernières années correspond à 20700 équivalents-habitants, soit une capacité résiduelle estimée à 19300 équivalents-habitants.

Selon le rapport 2010 du service assainissement de la CASA, les rejets dans la Vire sont de très bonne qualité, largement au-delà des normes de l'arrêté préfectoral.

Les eaux usées du bourg du Mesnil-Rouxelin seront collectées et transférées via un poste de refoulement et 1650 mètres linéaires de canalisation relié au niveau de l'agglomération de St Georges Montcocq.

2.2.2. Installation et travaux à prévoir

Afin de répondre à ses objectifs de développement, la municipalité et la Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglomération ont décidé d'élaborer un schéma directeur d'assainissement. Ainsi, le zonage d'assainissement collectif intègre la quasi-totalité des zones urbaines et à urbaniser (zone U, Ux et 1AU).

Les zones d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le Plan Local d'Urbanisme sont situées dans leur totalité à proximité immédiate de secteurs desservis par l'assainissement collectif. Afin d'assurer l'évacuation et le traitement des eaux usées nouvellement générées sur ces zones, les réseaux seront étendus.

Le dimensionnement actuel de la station d'épuration permet de répondre à l'ensemble de la charge de pollution supplémentaire générée par l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités programmées dans le P.L.U.

2.3. Données sur l'assainissement autonome

2.3.1. Etat des équipements individuels

En dehors du bourg et du Petit Village, le reste de la commune est en assainissement non collectif géré par le SPANC de la CASA. Le traitement des effluents est réalisé au niveau de chaque parcelle.

Les contrôles de diagnostic ont été réalisés au premier semestre 2011. Seule une maison inoccupée n'a pu être diagnostiquée. Les résultats de ces diagnostics sont les suivants :

- 3 installations sont incomplètes ou inadaptées avec rejets polluants. La réhabilitation est urgente (type 1).
- 33 installations sont incomplètes ou inadaptées avec pollution épisodique ou gêne. La réhabilitation n'est pas urgente (type 2).
- 42 installations sont incomplètes ou inadaptées sans pollution apparente. La réhabilitation n'est pas urgente (type 3).
- 5 installations ont un dispositif complet. Pas de réhabilitation (type 4).

2.3.2. Aptitude des sols à l'assainissement individuel

Une étude d'aptitude des sols a été réalisée par « Organisme et Environnement » en décembre 2003 et complétée par la société Bicha en janvier 2004. Elle montre que les sols sont généralement aptes à l'assainissement individuel par tranchées d'épandage.



3. RESEAU D'EAUX PLUVIALES

Selon le code civil (article 641), les « eaux de pluie appartiennent au propriétaire du terrain qui les reçoit ». Chaque commune est tenue de posséder et d'entretenir un système d'approvisionnement en eau indépendant du réseau d'adduction pour lutter contre les incendies et un bassin de stockage et de restitution peut éventuellement jouer ce rôle.

Pour la collecte des eaux de pluie, aucun traitement n'est imposé et celle-ci n'est pas obligatoire si son intérêt général n'est pas démontré.

Sur la commune du Mesnil-Rouxelin, l'évacuation des eaux pluviales s'effectue principalement par des fossés vers les fonds de vallée.

Pour les secteurs en assainissement collectif, les réseaux d'assainissement sont de type séparatif. Les eaux pluviales sont collectées dans un réseau différent de celui des eaux usées et sont canalisées dans des collecteurs ou dans des fossés.

Dans le cadre du règlement du présent Plan Local d'Urbanisme, il est stipulé à l'article 4 des différentes zones, relatif aux conditions de desserte des terrains par les réseaux, que les aménagements réalisés sur tout terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans un dispositif individuel ou collectif, à réaliser à la charge du constructeur ou de l'aménageur, permettant l'écoulement des eaux pluviales.

En outre, le pétitionnaire réalisera sur sa parcelle et à sa charge, des dispositifs appropriés et proportionnés assurant une bonne gestion des eaux pluviales.

L'objectif recherché est d'assurer la maîtrise des écoulements des débits parallèlement au développement de l'urbanisation.

Par ailleurs, la protection d'une partie des haies existantes, ainsi que leur talus, permettront de jouer un rôle notamment en termes de ruissellement.

4. ORDURES MENAGERES

La collecte des ordures ménagères est assurée par la Communauté d'Agglomération de Saint-Lô Agglomération. La collecte des déchets ménagers se fait en porte à porte. Les déchets ménagers recyclables (emballages, papier...) se fait par apport volontaire dans les containers mis à disposition (sauf Le Petit Village ?).

Les habitants peuvent aller à la déchetterie du pôle Environnement de Cavigny. Cette usine de biométhanisation permet de valoriser notamment le traitement biologique et le recours au tri sélectif.

La Communauté de Communes de l'Agglomération Saint-Loise a transféré la compétence traitement des déchets au Syndicat Mixte du Point Fort au Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Saint-Fromond. Ce dernier doit fermer en courant de l'année 2022.

6.1.2 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	REFERENCE DU TEXTE LEGISLATIF QUI PERMET DE L'INSTITUER	SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
A5	Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées, eaux pluviales)	Loi n° 62-904 du 4 août 1962 et décret n° 64-153 du 15 février 1964 abrogés par la loi du 11 décembre 1992 Code rural articles L.152-1, L.152-6, R.152-1 à R.152-15	Direction Départementale des Territoires et de la Mer Service environnement Pôle ressource en eau (unité protection de la ressource) Boulevard de la Dollée BP 60355 50 015 Saint-Lô Cedex – Tél. 02.33.06.39.00
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et transport de gaz Canalisation de transport de gaz : Caen – Saint-Lô DN250	Loi du 15 juin 1906 (art.12) modifiée par la loi du 4 juillet 1935 Les décrets-lois des 17 juin et 12 novembre 1958 L'ordonnance du 23 octobre 1958 et les décrets du 6 octobre 1967 Loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée Décret n°85-1108 du 15 octobre 1985 Décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié par décret n°85-1109 du 15 octobre 1985	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie Service aménagement des territoires, infrastructures et habitat 10 boulevard du Général Vanier BP 60040 14006 Caen cedex Tél : 02.50.01.83.00 GRT Gaz – Région Val de Seine Agence Normandie – Département réseau Caen Rue Lavoisier BP 114 14204 Hérouville Saint-Clair Tél : 02.31.46.90.22
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques : a) Alimentation générale b) Distribution publique + B24 Lignes Aériennes 400 kV N°1 et 2 TERRETTE-TOURBE	Loi du 15 juin 1906 articles 12 et 19 modifiée par les lois des 19 juillet 1922, 13 juillet 1925 article 298 et 4 juillet 1935 Les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n°67-885 du 6 octobre 1967 Loi n°46-628 du 8 avril 1946 article 35 Ordonnance n°58-997 du 23 octobre 1958 article 60 Décret n°67-886 du 6 octobre 1967 Décret n°70-192 du 11 juin 1970 modifié par le décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 Loi du 13 décembre 2000 article Code civil articles 690 et 2270-1	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie Service aménagement des territoires, infrastructures et habitat 10 boulevard du Général Vanier BP 60040 14006 Caen cedex Tél : 02.50.01.83.00

PT1	<p>Servitudes relatives aux transmissions radio électriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques</p> <p>Station St Georges Montcocq (zone de garde de 500 m et zone de protection de 1500 m) et station « Place de la Préfecture » à Saint-Lô (zone de protection de 1500 m)</p>	Code des postes et télécommunications articles L.54 à L.56, L.58 à L.64, R.21 à R.26 et R.28	<p>Orange U.P.R Ouest – Coll. Locales CVL/NOR 18-22 avenue de la République 37700 St Pierre des Corps Tél : 02.47.21.35.24</p> <p>Agence nationale des fréquences Pôle technique de Brest Technopôle de Brest Iroise ZA du Vernis 265 rue Pierre Rivoalon 29200 Brest Tél : 02.98.34.12.00</p> <p><u>Uniquement pour les demandes de dérogation aux servitudes instituées par décret du 06/10/2012 :</u> Monsieur le Préfet de la zone de défense Ouest S.Z.S.I.C 2 Place Saint Méline CS 96417 35064 RENNES CEDEX Tél : 02 99 67 80 12</p>
PT2	<p>Servitudes relatives aux transmissions radio électriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat</p> <p>Station de St Georges Montcocq (rayon de 2 km)</p>	Code des postes et télécommunications articles L.54 à L.62-1 et R.21 à R.39	<p>Orange U.P.R Ouest – Coll. Locales CVL/NOR 18-22 avenue de la République 37700 St Pierre des Corps Tél : 02.47.21.35.24</p>
T7	Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières	<p>Code de l'aviation civile, 2^e et 3^e parties, livre II, titre IV, chapitre IV, et notamment les articles R.244-1 et D.244-1 à D.244-4 inclus</p> <p>Code de l'urbanisme, article L.421-1, L.422-1, L.422-2, R.421-38-13 et 422-8</p>	<p>Délégation de la sécurité de l'aviation civile Basse et Haute Normandie Aérodrome Le havre – Octeville BP 2000 76070 Le Havre cedex Tél : 02.35.54.64.80</p>